

Evaluation de l'impact du crédit bancaire sur la croissance des entreprises privées en Algérie : Cas des PME de la wilaya de Bejaia

Kafia BERRAH* & Moussa BOUKRIF

* ecokafia@yahoo.fr & ** boukrifmoussa@yahoo.fr

Laboratoire de Recherche en Management et Techniques Quantitatives (RMTQ)

Faculté des sciences économiques, sciences commerciales et sciences de gestion, université de Bejaia, Algérie.

Résumé

L'objet de notre article est d'analyser l'impact de l'octroi du crédit sur la croissance interne des entreprises en Algérie à partir des données collectées en 2016, auprès d'un échantillon de 52 PME de la wilaya de Bejaia.

L'étude utilise à la fois une approche descriptive et statistique pour analyser les effets du crédit bancaire sur l'indicateur de croissance de l'emploi des entreprises. Les résultats obtenus montrent que l'impact du crédit bancaire est non significatif sur la croissance des entreprises enquêtées. Ce résultat nous a permis de constater que ce n'est pas nécessairement l'accès au crédit bancaire qui excite la croissance de l'emploi des entreprises en Algérie.

Mots clés : Accès au crédit bancaire, PME, croissance, variation relative de l'emploi, ANOVA

Evaluation of bank credit impact on the growth of private firms in Algeria: Case of the SMEs of the wilaya of Bejaia

Abstract

The purpose of this article is to analyze the impact of the granting of credit on internal growth companies in Algeria from data collected in 2016, from a sample of 52 SMEs in the wilaya of Bejaia.

The study uses both a descriptive and a statistical approach to analyze the effects of bank credit on the business employment growth indicator. The results obtained show that the impact of bank credit is insignificant on the growth of the companies surveyed. This result allowed us to note that it is not necessarily access to bank credit that excites the growth of employment of companies in Algeria.

keywords

access to bank credit, SMEs, growth, relative employment variation, ANOVA.

Introduction

Les petites et moyennes entreprises (PME) constituent un élément vital du processus de développement économique d'un pays. Aujourd'hui, leur contribution en termes de production, d'emplois et de revenus dans les économies modernes est largement reconnue.

Cependant, le financement de leurs activités a toujours constitué une préoccupation majeure pour les différents responsables d'entreprises et autorités politiques, tant dans les pays en voie de développement que dans les pays développés (Belletante et Levratto 2003). L'accès limité aux crédits bancaires nécessaires pour le démarrage, la survie et la croissance des entreprises est l'un des principaux problèmes qui se posent aux entreprises.

D'une manière non exhaustive, il en ressort que le niveau élevé du coût et des garanties exigées par les banques, un manque de profondeur du système financier et un profil de risque des banques en général, sont des freins à l'obtention du crédit bancaire par les dirigeants d'entreprises.

En Algérie, le principal élément contraignant le développement des PME est l'accès au financement (Bouyacoub, 2003). Elles rencontrent de grandes difficultés pour disposer de services financiers appropriés et adéquats. Elles recourent généralement à leurs fonds propres et au secteur financier informel pour financer leurs activités.

Dès lors, nous sommes en droit de nous poser la question suivante : *Quel est l'effet de l'accès au crédit bancaire à la croissance interne des entreprises privées en Algérie ?*

En effet, la valeur de la croissance des entreprises a été mesurée sur base d'une multitude de critères. Les deux indicateurs les plus largement utilisés pour appréhender la croissance l'emploi et les ventes (Guyot, Janssen et Lohest 2006). Dans le cadre de notre étude, nous avons choisi d'étudier la croissance de l'emploi. « Outre le fait qu'elle soit une mesure de la croissance économique (Kirchoff, 1991), elle est une mesure de la contribution économique de la firme au bien-être commun (Dunkelberg et Cooper, 1982) » (cité par Janssen, 2002)

Ainsi, l'objectif de cette étude est de mettre en évidence l'impact du crédit bancaire sur la croissance des entreprises en Algérie. Pour l'atteindre, nous avons réalisé une étude exploratoire sur un échantillon de 52 dirigeants d'entreprises de la wilaya de Bejaia. Puis, nous calculons deux variables pour chaque entreprise. La première variable représente la croissance des entreprises mesurée par la taille de l'effectif, et l'autre définie l'accès au crédit bancaire pour chaque entreprise. Après, nous analysons le lien entre ces deux variables à travers des méthodes statistiques.

Cette étude s'articule autour les parties suivantes : la première partie est consacrée à la revue de littérature sur la croissance des entreprises, la seconde sur la problématique de financement bancaire des entreprises en Algérie et la troisième, à une mise en évidence empirique de la relation entre le crédit bancaire et la croissance des entreprises.

1- Revue de la littérature sur la croissance des entreprises

La croissance est considérée comme la mesure de performance de l'entreprise, elle est, en principe, la conséquence d'une augmentation de la demande pour les produits ou services de l'entreprise.

Plusieurs auteurs se sont inclinés sur l'interprétation de la croissance des entreprises; Penrose (1959) définissait la croissance de l'entreprise comme « essentiellement un processus évolutionniste basé sur un accroissement cumulatif de connaissances collectives ». Selon Starbuck (1965), la croissance n'est pas un phénomène spontané ni aléatoire, mais bien la conséquence d'une décision, par exemple, la décision d'embaucher et/ou de ne pas licencier, la décision d'accroître le niveau de production en réponse à un accroissement de la demande ou encore la décision de stimuler la demande (Alain et Léopold .2011). Pour Janssen (2004), la croissance est le résultat d'un accroissement de la demande pour les produits ou les services de la firme.

Il ressort aussi la croissance est le résultat d'une véritable décision de gestion dont l'entrepreneur propriétaire en porte la responsabilité (Verstraete et Saporta, 2006). En effet, la croissance est le résultat combiné de différents phénomènes issus de l'environnement, des caractéristiques financières, organisationnelles, productives, et personnelles qui composent l'entreprise.

La croissance a été mesurée sur base d'un nombre impressionnant de variables différentes, telles que le profit, les actifs, les immobilisations, la valeur ajoutée, l'emploi, les ventes... (Janssen, op cité) présente une synthèse des déterminants de la croissance, Il en conclut que les deux critères les plus largement utilisés pour appréhender la croissance d'une entreprise sont l'emploi, le plus pertinent du point de vue sociétal, et les ventes, le plus pertinent au regard du dirigeant.

2- La problématique de financement bancaire des entreprises en Algérie

Cette sous section tente d'abord de présenter brièvement quelques caractéristiques des PME en Algérie, et d'exposer ensuite leur difficultés en terme de financement bancaire.

Les entreprises algériennes, notamment les PME, ont commencé réellement à émerger à partir des années 1990¹, à la suite de la promulgation du code d'investissement de 1993². Depuis cette période, le parc de PME ne cesse de s'accroître dans l'économie nationale, en termes de production, de la valeur ajoutée et de création d'emplois; le rythme de l'accroissement s'est relativement accéléré à partir de 2001 avec la mise en œuvre successive de nouvelles et diverses mesures d'encouragement à la création d'entreprises, engagés par les autorités publiques, en matière d'aide à la création, de financement, de mise à niveau Ainsi, selon les statistiques officielles montrent que la population des PME a dépassé la barre de 1 060 289 unités en 2017³, après qu'elles n'étaient que de quelques 200 000 unités en 2001.

Malgré cette évolution, nombreux sont les obstacles qui continuent à freiner leur décollage effectif. Leur croissance⁴ est encore aujourd'hui bloquée par une difficulté sérieuse à trouver des financements adaptés. Tous les entrepreneurs sont d'accord pour affirmer que le système bancaire actuel ne sert pas les PME (Bouyacoub. 2003).

¹ Ceci après l'entame des réformes économiques inespérées par transition à l'économie de marché.

²Décret législatif du 05/10/1993 relatif à la promotion des PME.

³ Les données de ministère de l'industrie, de la PME et de la promotion de l'investissement, direction des systèmes d'information et des statistiques, bulletin d'information statistique de la PME n°31, novembre 2017.

⁴ Ces entreprises représentent toujours une part majoritaire (97,7%) de très petites entreprises (effectif de moins de 10 salariés), soit 1 035 891 PME, in bulletin d'information statistique de la PME n°31, novembre 2017.

En effet, La question de financement des entreprises par les banques est certes une vieille problématique dans un pays qui date plus longtemps (Modigliani et Miller, 1958), et qui demeure toujours d'actualité. Elle renvoie à la problématique de la structure financière contrastée de l'entreprise, notamment familiale qui est ici dominante (Chibani et al., 2016)

L'accès des entreprises algériennes au financement bancaire connaît des handicaps et constitue l'une des questions les plus préoccupantes dans les débats actuels et dans les orientations stratégiques des pouvoirs publics, qui marquent et caractérisent le contexte du pays (Berrah et Boukrif, 2016), Bouzar, 2010). Force est de constater que le marché de crédit est l'expression d'un besoin fort de liquidité. La première démarche à entreprendre pour obtenir un crédit bancaire est de procéder à une demande de crédit comprenant l'ensemble des renseignements nécessaires sur l'entreprise et son dirigeant (concernant notamment son identité, mais également sa situation financière) afin que l'offre soit parfaitement adaptée à ses besoins. De façon générale, il s'agit de la manifestation par les entreprises d'un besoin de financement en direction des banques. Il existe de nombreuses contraintes dans l'obtention du crédit bancaire en Algérie, on cite les principales contraintes⁵ :

Premièrement, le coût de la dette bancaire : La politique appliquée en Algérie en matière de taux d'intérêt créditeur et débiteur présente un certain nombre de spécificités. De plus avec les conditions de banque qui ont été libéralisées depuis 1990 (même s'il existe un plafond fixé par les autorités monétaires pour ce qui est des taux débiteurs et un taux minimal pour les taux créditeurs), en lieu et place d'une détermination administrée des taux, ceux-ci sont librement fixés par les banques en fonction du marché. Cette structure discriminatoire des taux d'intérêt ne traduit sans doute pas un souci de stimulation de l'épargne et de l'investissement. Elle est plus proche d'un comportement de «marge bancaire » qui n'étonne pas dans une logique de multiplicateur de crédit où des objectifs de liquidité et rentabilité priment sur l'activité de crédit. Si cette situation permet de consolider les marges bancaires, elle renchérit surtout le coût du crédit aux entreprises.

Deuxièmement, la contrainte de garantie : la question de la garantie bancaire demeure un problème fondamental suscitant de vifs débats entre les acteurs du financement. Cette garantie permet aux banques de réduire significativement leur risque de pertes monétaires en exerçant leur droit de liquidation de ces actifs matériels en cas de défaut de paiement de la part de l'emprunteur. La garantie préserve donc au banquier une certaine marge de sécurité pour parer aux éventuels risques (risques de crédit essentiellement). Elle peut être analysée comme une fonction croissante de l'obtention du crédit bancaire en ce sens que plus la garantie proposée est élevée, plus l'entreprise a des chances d'obtention du crédit bancaire sollicité. Ce facteur est d'autant plus important pour les crédits d'investissement et de fonctionnement. Cette situation amène les entreprises à considérer que les garanties exigées par les banques ne constituent qu'un prétexte de refus du crédit demandé.

Troisièmement, le problème de confiance : L'asymétrie d'information entre la banque et les entreprises ainsi que l'absence d'instrument de gestion de risque conduisent les banques à prendre des mesures qui ne facilitent pas l'obtention des crédits par les entreprises algériennes. Aussi, les financements bancaires s'appuient-ils sur l'existence d'éléments comptables fiables que les entreprises n'ont généralement pas. Une difficulté fondamentale qui handicape fortement le dialogue entre les banques et les entreprises est le manque de fiabilité des documents comptables

⁵ Les contraintes les plus répandus par les chefs d'entreprises interrogés lors de notre enquête.

que les entreprises présentent aux banques, compte tenu de circuits parallèles de facturations ou non-facturations et d'encaissements ou décaissements non enregistrés comptablement. Cette situation est à la base des difficultés rencontrées par ces entreprises pour l'obtention des financements bancaires.

3- Méthodologie

Les données utilisées dans cette étude sont issues d'une enquête par questionnaire sur l'analyse de la croissance des entreprises en Algérie réalisée en 2016, auprès d'un échantillon de 52 PME du secteur privé dans la wilaya de Bejaia.

Au début de l'enquête, on a essayé de toucher à un nombre plus important d'entreprises, mais le refus de certains entrepreneurs de participer à notre enquête nous a obligé de fixer ce nombre d'entreprises.

Dans le cadre de notre étude, les variables utilisées dans la vérification empirique sont en nombres de deux, l'une représente la valeur algébrique de la croissance des entreprises (variable dépendante), mesurée par la variation relative du nombre d'emploi crée entre deux années (2012/2015)⁶, et l'autre est l'accès au crédit bancaire (variable indépendante), c'est une variable dichotomique, prenant la valeur 1, si la l'entreprise a reçu le crédit et 0 sinon. Le traitement des données s'est effectué à l'aide du logiciel SPSS 20.

4- Résultats empiriques

4-1- Principales caractéristiques des entreprises enquêtées

Il s'agit de présenter quelques faits stylisés liés aux caractéristiques essentielles des entreprises de notre échantillon. D'abord, il ressort que le statut juridique des entreprises enquêtées est composé de, 44,2% sont des SARL, 23,1% sont des EURL, 13,5% pour chacune ETS et SNC et 5,8% sont des personnes physiques. Pour ce qui est de l'âge des entreprises, 89% sont des entreprises de moins de vingt ans d'âge parmi lesquelles 70% sont très jeunes de moins de dix ans. En ce qui concerne le sexe des entrepreneurs, 96,2% sont des hommes et 3,8% sont des femmes. Plus de 40 % des entrepreneurs enquêtés ont fait des études supérieures. Concernant l'expérience professionnelle, 78,8% des entrepreneurs enquêtés ont plus de trois ans d'expérience. En outre, les résultats de notre enquête montrent que 1,9% des entreprises ont connu une décroissance, 23,1% n'ont connu ni de décroissance ni de croissance (stagnation) ; 75% ont connu une croissance (calculée sur la base de la variation relative de l'emploi pour les deux années 2012 et 2015 pour chaque entreprise, voir le détail des résultats dans le tableau suivant, voir le détail des résultats dans le tableau suivant.

Tableau 1 : Situation de l'entreprise (Source : Auteurs)

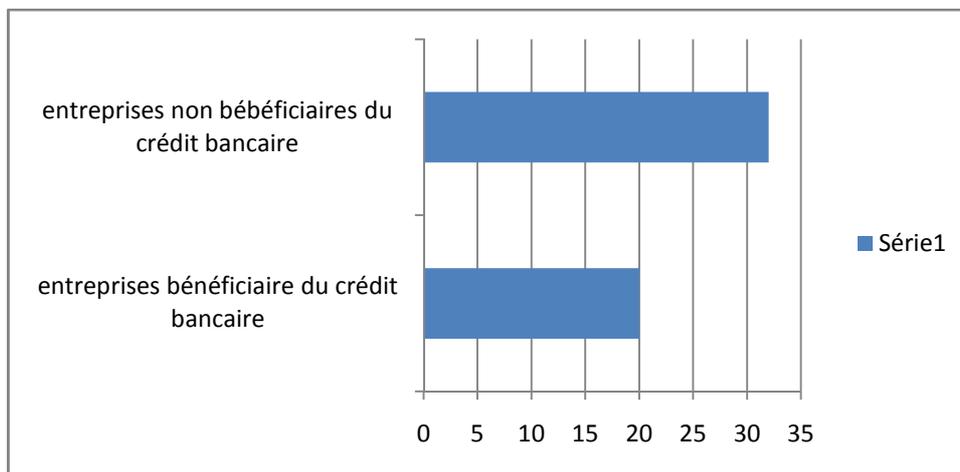
	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
croissance	39	75,0	75,0	75,0
stagnation	12	23,1	23,1	98,1
décroissance	1	1,9	1,9	100,0
Total	52	100,0	100,0	

⁶ Ici, notre préférence pour l'emploi par rapport aux autres critères de mesure se trouve être le fait que, c'est souvent la seule donnée disponible et facile d'accès dans les entreprises.

En plus 91.1% des entrepreneurs interrogés s'estiment confiants dans le développement de leurs entreprises dans l'avenir, et ce, malgré toutes les entraves qu'ils rencontrent au quotidien dans l'exercice de leur activité.

En ce qui concerne l'accès au crédit bancaire. Il ressort de l'échantillon enquêté que, 20 entreprises ont accès au crédit bancaire contre 32 entreprises (Voir le graphique1).

Graphique 1: l'appréciation des entreprises enquêtées à l'accès au crédit bancaire



Source : Auteurs

On peut noter que ces entreprises éprouvent des difficultés pour accéder au marché du crédit bancaire. Leurs contraintes sont liées au taux d'intérêt débiteur pratiqué par les banques, la garantie exigée par ces dernières et l'accès à l'information.

Le tableau 3 met en évidence de manière globale le nombre d'entreprises enquêtées ayant bénéficié du crédit bancaire et celles n'ayant pas en fonction de la taille de l'entreprise (mesure de croissance).

Tableau 2 : Tableau croisé entre la situation de l'entreprise et l'accès au crédit bancaire. (Source : Auteurs)

		accès au crédit bancaire		Total
		oui	non	
Situation de l'entreprise	croissance	16	23	39
	stagnation	4	8	12
	décroissance	0	1	1
Total		20	32	52

4-2-Application de l'analyse de variance (ANOVA)

Notre objectif est maintenant de mettre en évidence l'effet causal du crédit bancaire sur la croissance de l'emploi des entreprises

La structure des données de notre étude, nous a permis d'appliquer le test de l'analyse de variance (ANOVA)⁷. Les résultats de ce test sont indiqués dans les deux tableaux dans l'annexe. Le tableau suivant récapitule l'essentiel de l'application:

Tableau 3 : Analyse de données du test ANOVA (Source : Auteurs)

Indicateur	Groupes	n =	dd	Valeur du test (F)	probabilité de commettre l'erreur alpha*
Variation relative de l'emploi	Accès au crédit	20	51	0,637	0,429
	non	32			

* Significatif au seuil de 5%

L'application du test ANOVA, nous permet d'étudier la nature de lien entre la variation relative de l'emploi des entreprises et leur accès au crédit bancaire. Et d'après le tableau on remarque que la probabilité de commettre l'erreur alpha⁸ : $p = 0,429$ est supérieure au seuil de signification 5%, cela indique que le résultat n'est pas significatif, c'est-à-dire l'accès au crédit bancaire n'influence pas significativement la croissance de l'emploi des entreprises. On peut donc conclure, que ce n'est pas nécessairement l'accès au crédit bancaire qui stimule la croissance de l'emploi des entreprises.

Conclusion

Rappelons que l'objectif de ce papier était simplement d'étudier l'effet de l'accès au crédit bancaire sur la croissance des entreprises privées algériennes. Pour ce faire, nous avons sélectionné un échantillon de PME dans la wilaya de Bejaia, et nous avons défini pour chaque entreprise deux variables, l'une représente la variation relative de l'emploi et l'autre l'accès au crédit bancaire.

Une première lecture de nos résultats a révélé que 38,5% des entreprises enquêtées ont pu bénéficier le crédit bancaire contre 61,5 pour cent. Ces entreprises éprouvent des difficultés pour accéder au marché du crédit ; les contraintes de ces entreprises sont liées au taux d'intérêt pratiqué par les banques, la garantie exigée par ces dernières et l'accès à l'information.

L'analyse statistique de variance (ANOVA) pour étudier le lien entre les deux variables, montre que le crédit bancaire n'influe pas sur les dimensions de la croissance de l'emploi des entreprises qui sont analysées dans cette étude. Ce résultat nous a permis de constater que ce n'est pas forcément l'accès au crédit bancaire qui impulse la croissance de l'emploi des entreprises.

En somme, de manière générale si le crédit bancaire permet d'améliorer le développement des entreprises en Algérie, l'accès de ces dernières au crédit de long terme reste limité par un certain nombre de contraintes (l'exigence des conditions de garantie bancaire, le taux d'intérêt débiteur élevé, la corruption, etc.)

⁷ Cette analyse est appropriée à notre étude, elle permet d'étudier le lien entre la variable quantitative continue (variation relative de l'emploi) et la variable qualitative ordinaire (accès au crédit bancaire).

⁸ Cette valeur est calculée sur la base de valeur du test ($F=0,637$) et le degré de liberté ($dd=51$).

Fort des résultats obtenus, quelques pistes sont proposées pour une plus grande contribution du financement bancaire au développement des entreprises en Algérie. Il s'agit des recommandations à l'égard des banques et de l'Etat. D'abord, aux banques, nous recommandons de faciliter l'accès au crédit bancaire aux entreprises. En effet, ces entreprises sont susceptibles d'accroître considérablement leur capacité productive et peuvent par la suite offrir plus d'opportunités d'emploi si et seulement si les contraintes d'accès au crédit deviennent souples. Et pour l'Etat, il est nécessaire d'améliorer l'environnement des affaires pour une meilleure gouvernance. Il faut aussi améliorer les conditions d'accès aux microcrédits de l'Etat.

Références bibliographiques

- Alain T.N, Léopold D.W (2011) " l'impact Du Micro-Credit Sur La Croissance Organique Des Très Petites Entreprises Camerounaises". Source : <https://www.cairn.info/revue-congolaise-de-gestion-2011-2-page-79>.
- Belletante B. et Levratto N. (2003) "Diversité économique et modes de financement des PME", l'Harmattan, Paris.
- Berrah K. et Boukrif M. (2016) "Étude synthétique sur la croissance des entreprises en Algérie : une étude de cas", Revue des Régions Arides n°40 (2/2016) – Numéro spécial : Actes des travaux du colloque international LOTH 2016 : « Gouvernance et communication territoriales » Mahdia (Tunisie) 7, 8, 9 avril 2016.
- Bouyacoub A. (2003) "Les PME en Algérie : quelles réalités ?" Document de Travail-Griot Cnam- 2003, Paris.
- Bouzar C. (2010) "Systèmes financiers : mutations financières et bancaires et crise", Edition El Amel, Alger.
- Chibani-Ltaief, F., Henchiri, J. E., & Degos, J. G. (2016). "La Structure Financière Contrastée Des Entreprises Familiales Françaises: Une Approche Fondée Sur La Théorie Du Compromis". La Revue Du Financier, 38(219), 30-50.
- Gasse Y., Carrier C. (1992) Gérer la croissance de sa PME. Les Éditions de l'entrepreneur. Montréal. p376.
- Guyot J.-L, Janssen. F et Lohest.O (2006) "Facteurs influençant la croissance de l'emploi des PME wallonnes". Communication publiée dans les actes du colloque de la 8e Conférence Internationale Francophone en Entrepreneuriat et PME, AIREPME, Fribourg, Suisse, 25-27 octobre 2006. page2 ;
- Janssen F. (2002) "Les déterminants de la croissance de l'emploi des P.M.E. relatifs aux caractéristiques du dirigeant d'entreprise", 6° Congrès international francophone sur la PME - Octobre 2002 - HEC – Montréal page2.
- Janssen F. (2004) "L'interchangeabilité des critères de conceptualisation de la croissance : étude empirique". IAG working papers, Université. Catholique de Louvain, 118/04.
- Verstraete Th., Saporta B. (2006): création d'entreprise et entrepreneuriat ; Editions de l'ADREG, janvier ; p 518, (<http://www.adreg.net>).
- Modigliani F. et Miller M. (1958) The cost of capital, corporation finance and the theory of investments. American Economic Review, vol 48 p261-297.
- Ministère de la PME/PMI en Algérie, bulletin d'information statistique de la PME n°31, novembre 2017.

Annexes

Descriptives

Tableau 5 : variation relative de l'emploi

	N	Moy	Ecart-type	Erreur standard	Intervalle de confiance à 95% pour la moyenne		Mini	Maxi
					Borne inf	Borne sup		
accès au crédit bancaire	20	1,087179	1,8225455	,4075336	,234201	1,940156	,0000	6,6667
non	32	,731062	1,3844046	,2447305	,231931	1,230193	-,0660	7,6667
Total	52	,868030	1,5598295	,2163094	,433771	1,302289	-,0660	7,6667

ANOVA à 1 facteur

Tableau 6: variation relative de l'emploi

	Somme des carrés	ddl	Moyenne des carrés	F	Signification*
Inter-groupes	1,561	1	1,561	,637	,429
Intra-groupes	122,526	50	2,451		
Total	124,086	51			

* Significatif au seuil de 5%

Source : Auteurs, données des enquêtes à l'aide logiciel SPSS